

## Le Burundi face au défi de la disponibilité des données sur les ODD d'ici 2030

@rib News, 20/10/2017 – Source Xinhua La disponibilisation des données sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici l'horizon 2030 conformément aux standards de l'ONU est un "défi de taille" pour le système statistique burundais, a déclaré Nicolas Ndayishimiye, directeur général de l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Dans une interview accordée jeudi Xinhua en marge des travaux d'un atelier de validation du rapport sur la "cartographie des besoins" en indicateurs des ODD priorisés par le Burundi, M. Ndayishimiye a précisé qu'au cours de ce défi, se trouve la difficulté de pouvoir mobiliser les ressources financières aussi bien pour la mise en œuvre des programmes priorités qu'au niveau de la mise à jour des indicateurs adoptés. Sur les 17 ODD, 169 cibles et 232 indicateurs inscrits à l'agenda international de développement 2030 par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2015, le Burundi a adopté son package national prioritaire avec 16 ODD, 46 cibles et provisoirement 105 indicateurs. Ainsi, les 16 ODD priorisés par le Burundi, sont les suivants : éliminer la pauvreté, éliminer la faim, accéder à une bonne santé, assurer une éducation équitable, atteindre l'égalité des sexes, accéder à une alimentation en eau, accéder à des services énergétiques fiables, promouvoir une croissance économique soutenue, bâtir une infrastructure résiliente, réduire les inégalités dans le pays, faire en sorte que les villes soient ouvertes à tous, établir des modes de production durable, prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques, préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, promouvoir l'avancement des sociétés pacifiques et renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat international pour le développement. "Le système statistique burundais aujourd'hui incarné par l'ISTEEBU, devra en effet fournir des renseignements à partir des enquêtes qu'il devra réaliser. Là où le bât blesse, c'est que la réalisation d'une enquête demandant normalement de moyens, d'où le Burundi devra faire face à ce défi de mobilisation des ressources financières, pour pouvoir mettre à jour ces indicateurs", a-t-il expliqué. Pour M. Ndayishimiye, le nouvel agenda mondial de développement incarné par la dizaine d'ODD à mettre en œuvre durant quinze ans (2015-2030), contrairement à celui des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) ayant couvert la période 2000-2015, jouit d'un "atout majeur" en ce qui concerne sa dimension "inclusive" pour avoir été accouché au terme d'un long processus de consultations ayant impliqué notamment les Etats membres de l'ONU et les organisations de la société civile (OSC). En ce qui concerne spécifiquement le Burundi, a-t-il fait remarquer, il est aujourd'hui confirmé que les ODD priorisés sont le fruit d'une "grande appropriation" au niveau national et d'un "libre choix" des priorités de l'agenda en tenant compte des enjeux du contexte national et des ressources financières dont dispose le pays. Sur une question de savoir les ODD qui pourraient être atteints par le Burundi d'ici l'horizon 2030 et d'autres qui pourraient être à la traîne, le directeur général Ndayishimiye a indiqué qu'il serait difficile de prédire exactement la situation qui prévaudra dans treize ans au Burundi en la matière. "Toutefois, à notre entendement, l'hypothèse plausible à ce jour est que probablement, d'ici cet horizon, certains ODD pourraient avoir des facilités pour fournir des informations chiffrées au système statistique national, en l'occurrence les ODD en rapport avec la pauvreté et l'éducation. Quand bien même il est difficile de préciser exactement à quel niveau le Burundi sera d'ici 2030. Avec la réalisation des revues à mi-parcours tous les trois ou cinq ans, il est possible qu'on puisse déceler les tendances en termes de progrès en train d'être enregistrés par le Burundi", a-t-il souligné. Le directeur général Ndayishimiye a averti que d'ici l'horizon 2030, la pauvreté au Burundi "n'aura pas encore été éliminée dans toutes ses dimensions", mais qu'en revanche, le pays aura fait des progrès dans le processus d'élimination de la pauvreté. A ses yeux, d'ici cet horizon, le Burundi aura franchi un "pas de géant" dans la réalisation de l'ODD en rapport avec "l'Education Pour Tous"(ETS). En 2016, le Burundi a atteint un taux de 96% au niveau de la scolarisation à l'enseignement primaire ; une performance alimentée par la mise en vigueur de la mesure portant instauration de la gratuité des frais scolaires à l'enseignement de base telle qu'annoncée le 26 août 2005 par le président burundais Pierre Nkurunziza à l'occasion de son accession au pouvoir.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});